

Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850)

Gilles Marcotte

Volume 3, Number 2, mai 1967

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/036268ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/036268ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0014-2085 (print)

1492-1405 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marcotte, G. (1967). Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850). *Études françaises*, 3(2), 234–239. <https://doi.org/10.7202/036268ar>

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU QUÉBEC (1760-1850)

Le gros ouvrage de Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850)*¹, dépayse considérablement le lecteur qui n'a fréquenté que l'historiographie canadienne-française. Les luttes constitutionnelles, si fertiles en émotions fortes et en considérations patriotiques, n'y apparaissent qu'au second plan, comme des conséquences de l'évolution économique et sociale. Et non seulement elles y perdent du panache, mais elles sont parfois interprétées dans un sens différent de celui que leur accordait l'histoire traditionnelle. Est-ce à dire que cette analyse économique et sociale — au reste beaucoup plus économique que sociale — s'impose d'emblée, et l'emporte résolument sur l'interprétation politique ? N'étant ni historien, ni économiste, ni sociologue, je n'en saurais prudemment décider. Mais il me paraît que les patientes recherches de Ouellet ont mis au jour des éléments essentiels à la compréhension de la période qu'il étudie, et particulièrement de notre dix-neuvième siècle. Sans entrer dans le détail de l'ouvrage — à l'impossible je ne suis pas tenu ! —, essayons d'en dégager quelques-uns.

Après la Conquête, la traite des fourrures et l'agriculture demeurent les principales activités économiques du pays. La société canadienne-française a-t-elle perdu son élite économique, comme le prétendent plusieurs historiens ? Ici, Ouellet s'inscrit en faux contre l'interprétation généralement reçue. Ayant décrit, d'après Frégault, les déprédations de la Grande Société de Bigot, il soutient que la Conquête n'a fait que délivrer le Canada d'un groupe d'exploiteurs qui entravait sa

1. *Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850). Structures et conjoncture*, par Fernand Ouellet, professeur titulaire à l'Université Carleton, préface de Robert Mandrou, collection « Histoire économique et sociale du Canada français », publiée sous la direction du Centre de recherche en histoire économique du Canada français, Fides, Montréal et Paris, 1966, 639 p.

vie économique. Dans la traite des fourrures, les nouveaux sujets de Sa Majesté britannique continuent de jouer un rôle de premier plan. Non seulement ils fournissent la totalité de la main-d'œuvre spécialisée, mais encore ils comptent le plus grand nombre d'entrepreneurs.

De 1763 à 1774, ils [les entrepreneurs canadiens-français] constituent 75.6 % des effectifs commerçants engagés dans ce secteur capital. Si on en croit encore les permis de traite conservés pour les années 1763-69, on peut dire que 80 % des canots appareillés pour l'ouest appartenaient à des Canadiens. Sans doute sont-ils sans conteste les promoteurs des petites expéditions mais les Blondeau, les Chevalier, les Adhémar, les St-Germain, les Baby, les Panis et les Desrivières allaient de pair pour les investissements avec les Henry, les McGill, les Baster, les Oakes, les Frobisher et les Todd. La supériorité anglaise ne fut pas acquise d'emblée; elle fut le résultat d'une évolution. (p. 76-77)

Souvent d'ailleurs les entrepreneurs canadiens-français s'allient à leurs confrères anglais pour exiger du gouvernement des mesures propres à favoriser leur commerce. Durant ces années, les clivages, les oppositions ne se dessinent pas à partir des nationalités, mais ils opposent les marchands à la classe des seigneurs. Dès ce moment, les impératifs économiques, liés à certaines exigences démocratiques, entrent en conflit avec une idéologie sociale d'Ancien Régime, à laquelle d'ailleurs quelques gouverneurs britanniques, plus soucieux d'ordre que de progrès, ne seront pas fâchés de donner des gages. Au dix-huitième siècle, le réflexe nationaliste ne joue pas, et Fernand Ouellet n'a pas à faire intervenir des motifs raciaux pour expliquer la disparition progressive des entrepreneurs canadiens-français de la traite des fourrures, disparition qui sera chose faite à la fin du siècle. Ils disparaissent tout simplement parce qu'ils répugnent à la concentration des énergies et des capitaux. Alors que les Anglais comprennent très tôt la nécessité de s'unir, et réinvestissent leurs profits dans d'autres secteurs de l'activité économique, les Canadiens français, individualistes, sont éliminés un à un par la concurrence.

L'agriculture du Québec, après la Conquête, est dans un état pitoyable. À cause des années de guerre, mais aussi parce que — tous les témoins en conviennent — elle est, dans ses techniques, la plus arriérée du monde occidental. La paix lui sera favorable et malgré l'archaïsme de ses méthodes de culture elle connaîtra, dans la deuxième partie du dix-huitième siècle, un essor assez soutenu. Elle produira même des surplus exportables. « En 1796-97, La Rochefoucault-Liancourt évalue la production annuelle du blé à quatre millions de minots, soit environ deux cents minots par exploitation agricole. Il s'agit là de records qui resteront inégalés par la suite. » (p. 151). Mais à partir de la première décennie du dix-neuvième siècle, l'histoire de l'agriculture québécoise est celle d'une décadence. L'insuffisance de ses techniques, jointe aux entraves que lui crée le système seigneurial, la fait rétrograder au rang d'une agriculture de subsistance. Et très vite d'ailleurs la subsistance, l'autarcie agricoles apparaîtront comme un rêve, un idéal, plutôt qu'une réalité. Les mauvaises récoltes se multiplient, et le Québec devient importateur de denrées agricoles: il se fait nourrir par le Haut-Canada, son ancienne dépendance, et les États-Unis. Il est curieux de noter que la mystique agricole — l'« agriculturisme » dont parle Michel Brunet — naît au Québec au moment même où l'agriculture se révèle incapable d'accomplir sa tâche: il s'agit là, évidemment, d'un mythe compensatoire. Nous le verrons proliférer, avec une histoire également passésiste, axée sur les hauts faits du Régime français, dans les premières œuvres de la littérature canadienne-française. Tout se passe comme si, radicalement coupée de l'invention économique, la société canadienne-française se fabriquait à la fois une histoire et un avenir définis négativement, fondés sur le refus de l'économie (capitaliste évidemment) qui se développait autour d'elle, malgré elle.

L'apparition d'une nouvelle classe dominante favorisera la cristallisation de cette « doctrine nationale »: la classe des « professionnels », avocats, médecins, notaires, dont les effectifs s'accroissent considérablement au début du siècle. Fernand Ouellet souligne qu'elle

est en grande partie issue des couches paysannes. Il est donc normal qu'elle soit très sensible aux problèmes, réels ou mythiques, de l'agriculture; d'autant que, trop nombreuse par rapport aux besoins réels du pays, elle a quelque difficulté à assurer sa propre subsistance. Elle se tourne vers la politique. Hostile aux marchands et à l'aventure économique-sociale dont ils sont les promoteurs, elle valorise intensément l'action politique et ne croit qu'en des solutions politiques à tous les problèmes de la société canadienne-française. Privée du pouvoir économique, elle joue son va-tout dans les luttes constitutionnelles. Cette classe, selon Ouellet, présente un singulier mélange de progressisme et de conservatisme. Par ses idées libérales, elle entre en conflit avec les anciennes élites cléricales et seigneuriales; elle luttera pour instaurer une liberté politique incompatible avec une idéologie d'Ancien Régime. Mais en même temps, du fait qu'elle suscite, par le biais de la mystique agricole, un nationalisme fondé sur l'autarcie culturelle et l'ignorance décidée des facteurs économiques, ne contribue-t-elle pas à tenir les Canadiens français dans l'ornière traditionaliste, la stagnation sociale?

Pour étonnant que cela paraisse, cette bourgeoisie apparaîtra réformatrice en matière politique et particulièrement conservatrice dans les domaines économique, juridique et social. Comment expliquer cette ambivalence? Les professions libérales ont-elles, en fin de compte, choisi de devenir l'élite d'une société rurale et refusé d'appartenir sans restrictions aucunes à l'élite bourgeoise? Les choix ne sont pas aussi clairement définis et exprimés. Même si l'option fondamentale se situe du côté de la tradition, la nécessité d'une certaine articulation aux valeurs nouvelles n'est pas écartée. D'ailleurs la tradition elle-même était multiple. Elle était certes rurale mais aussi aristocratique. On peut même se demander si finalement les professions libérales n'ont pas surtout songé à ériger sur les ruines de l'ancienne noblesse seigneuriale et à l'encontre de la bourgeoisie capitaliste, une aristocratie de « l'esprit » destinée, sous le couvert d'un prétendu désintéressement et d'une supposée vue objective des choses, à diriger la société du Québec. (p. 202)

Quoi qu'il en soit des « songeries » de cette nouvelle classe dirigeante, il n'est pas douteux qu'elle ait enraciné au Québec un « nationalisme clérical et agraire » (p. 477) qui y régnera longtemps. D'autre part la bourgeoisie capitaliste anglaise, qui constitue un groupe social parfaitement conscient de ses intérêts et de ses objectifs, prend conscience de la résistance qu'opposent l'idéologie et l'action canadiennes-françaises à ses entreprises, et finira par transporter également le conflit sur le plan politique. De part et d'autre, à partir de 1802, les mentalités se durcissent. À l'irrédentisme socio-économique de la société canadienne-française répond, chez les marchands anglais, une tentative d'assimilation qui fera bon marché des exigences démocratiques. D'où une série de conflits politiques qui, attisés par la crise agricole et les tensions démographiques, conduiront à la révolte de 1837. Mais on peut dire, il me semble, que dès le début du siècle les dés sont jetés : la société canadienne-française se retire, à toutes fins pratiques, de la concurrence économique. On y parlera du *drame de la Conquête*, de la survivance, de la préservation de la langue et des coutumes, de la *terre paternelle*, tandis que la bourgeoisie anglaise — contre vents et marées — se consacra à la mise en valeur des ressources naturelles et à l'organisation économique du pays. Il est ahurissant de lire, en 1855, sous la plume de Georges-Étienne Cartier : « Canadiens-Français, n'oublions pas que, si nous voulons assurer notre existence nationale, il faut nous cramponner à la terre. Il faut que chacun de nous fasse tout en son pouvoir pour conserver son patrimoine territorial. » (p. 595). Cartier était alors l'avocat du réseau ferroviaire le Grand-Tronc. Il n'ignorait pas l'importance des chemins de fer dans le progrès économique du pays. Dans ce domaine, il collaborait avec les entrepreneurs anglais. Aux Canadiens français, il conseillait la conservation rurale. C'est-à-dire la pauvreté. Mais s'il avait tenu un autre langage, n'aurait-il pas été rejeté dans les ténèbres extérieures ? Le Canada français ne voulait entendre parler que de conservation ; et tout ce qu'il avait à conserver, c'était la terre.

Les points d'aboutissement de cette évolution ne nous étaient certes pas inconnus avant la parution de

l'ouvrage de Fernand Ouellet. Quiconque lit avec un peu d'attention les œuvres littéraires du dix-neuvième siècle canadien-français ne peut manquer d'y apercevoir les signes d'une idéologie violemment régressive. Elle est à l'œuvre dans les manifestes littéraires de l'abbé Casgrain, et l'on évite difficilement de penser que le « réalisme moderne » conspué par le doctrinaire a quelques rapports avec le capitalisme détesté. (Par contre, on trouve dans les lettres de Crémazie une conception de l'action littéraire qui correspond assez fidèlement à la définition habituelle du capitalisme: liberté de la concurrence, et cætera. Crémazie était libraire. Il savait qu'une littérature ça se fait un peu comme ça se vend.) Le mérite de l'*Histoire économique et sociale du Québec* est de décrire avec précision les processus économiques qui ont contribué à la formation de cette idéologie, et de renouveler notre sensibilité historique, de nous rendre attentifs à des facteurs économiques qui échappent généralement, sinon à l'historien spécialisé, du moins au lecteur du commun. L'analyse sociologique, l'analyse des mentalités, y est peut-être un peu courte. Les statistiques de production n'expliquent pas tout, et l'on a souvent l'impression que certaines descriptions de mentalités — celle de l'*habitant* par exemple — sont insuffisamment nourries. Mais quoi, Fernand Ouellet avoue lui-même que cette étude doit être considérée « non comme un point d'arrivée mais comme un point de départ » (p. XIII). L'analyse pourra être reprise et approfondie, par d'autres chercheurs, avec des instruments sociologiques plus fins. Je me permets également de souhaiter que, dans une édition subséquente de cet ouvrage, on corrige les nombreuses fautes de français qui le déparent.

GILLES MARCOTTE